M.E.S., Numéro 139, Vol. 1, mars – avril 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mars – avril 2025

INVESTISSEMENT PUBLIC ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

Analyse empirique.

par

Trésor MUAMBA KALALA
Sous-Directeur et Assistant Financier du Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)

Jean-Pierre KHONDE MABIALA
Maître en Gestion de la Politique Economique, en Gouvernance des Organisations pour le Développement International et chercheur à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion.

Résumé

Cette étude examine l'effet de l'investissement public sur la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC). L'objectif principal est d'évaluer les relations à court et à long terme entre l'investissement public et la croissance économique tout en proposant des recommandations stratégiques pour améliorer l'efficacité des politiques publiques dans ce domaine.

L'analyse s'appuie sur le modèle développé par Aschauer (1989), Barro (1995, 2001) et Yanikkaya (2003), adapté au contexte spécifique de la RDC. La période d'étude s'étend de 1985 à 2022.

Les résultats empiriques révèlent que l'investissement public a un effet positif et significatif sur la croissance économique à court et à long terme, même si son impact reste relativement modeste. Ce constat met en évidence la nécessité d'une meilleure gestion des investissements publics afin de maximiser leur contribution au développement économique.

L'étude recommande une allocation stratégique et efficace des ressources publiques, conformément aux conclusions de Barro (1991). Une mauvaise gestion des investissements peut réduire considérablement leurs rendements. En outre, le renforcement du cadre institutionnel est crucial pour améliorer l'efficacité des investissements publics et soutenir une croissance économique durable.

Mots-clés : *investissement public, croissance économique, RD Congo*

Abstract

This study examines the impact of public investment on economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC). The main objective is to assess the short- and long-term relationships between public investment and economic growth while proposing strategic recommendations to improve the effectiveness of public policies in this area.

The analysis is based on the model developed by Aschauer (1989), Barro (1995, 2001), and Yanikkaya (2003), adapted to the specific context of the DRC. The study period extends from 1985 to 2022.

The empirical results reveal that public investment has a positive and significant effect on economic growth in the short and long term, although its impact remains relatively modest. This finding highlights the need for better management of public investments to maximize their contribution to economic development.

The study recommends a strategic and efficient allocation of public resources, in line with the conclusions of Barro (1991). Poor investment management can significantly reduce investment returns. Furthermore, strengthening the institutional framework is crucial to improve the effectiveness of public investment and support sustainable economic growth.

Keywords : *public investment, economic growth, DR Congo*

INTRODUCTION

L'investissement public est depuis longtemps considéré comme un moteur fondamental de la croissance économique, en particulier dans les pays en développement où les infrastructures physiques et sociales demeurent insuffisantes pour soutenir une croissance durable. En jouant un rôle essentiel dans la formation de capital, l'investissement public facilite la production des biens et des services, contribuant ainsi à l'expansion économique.

Depuis l'époque d'Adam Smith, le rôle des politiques publiques dans la croissance économique a été analysé à travers différents prismes, allant des approches keynésiennes aux perspectives structuralistes qui ont façonné les politiques économiques dans les années 1950 et 1960. Cependant, les crises économiques des années 1970 et 1980, associées au consensus de Washington, ont conduit à une

réduction de l'intervention de l'État, limitant son rôle à la fourniture des biens publics essentiels dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation et de la santé.

Avec l'émergence des théories de la croissance endogène, l'investissement public a gagné un regain d'intérêt. Ces théories postulent que les dépenses publiques, en particulier dans des domaines stratégiques comme les infrastructures et le capital humain, génèrent des effets multiplicateurs qui stimulent à la fois la productivité et la croissance économique. La pertinence de l'investissement public a été récemment ravivée par des contextes économiques caractérisés par des taux d'intérêt historiquement bas, un besoin accru de gains de productivité et une croissance économique modérée.

Les études empiriques montrent que les investissements dans les infrastructures de base (routes, énergie, éducation et santé) améliorent la productivité et le climat des affaires. Cependant, les inefficacités dans l'allocation des ressources et les problèmes de gouvernance, comme la corruption et la mauvaise gestion, limitent souvent leur impact, en particulier dans les pays en développement (Aschauer, 1989 ; Barro, 1990). Bom et Lightart (2015), par le biais d'une analyse de méta-régression, démontrent que l'élasticité de la production par rapport à l'investissement public se situe en moyenne entre 0,08 et 0,17, selon que l'on considère le capital public global ou les infrastructures. Les études quantitatives estiment des valeurs entre 0,05 et 0,101. Bien que ces chiffres puissent paraître modestes, ils ont des effets importants à long terme. D'autres recherches, comme celles de Calderón et Servén (2010), soulignent l'importance de la qualité de l'investissement plutôt que du simple volume, notant que des projets d'infrastructure mal planifiés peuvent même entraver la croissance économique.

Certains auteurs ont cependant également mis en évidence des effets négatifs. Les théories d'éviction soutiennent que l'investissement public peut concurrencer l'investissement privé, notamment dans le cadre de contraintes budgétaires et de dépenses financées par la dette, limitant ainsi l'efficacité globale des politiques économiques. En outre, des études révèlent que la mauvaise gouvernance, la corruption et l'inefficacité institutionnelle réduisent considérablement l'impact de l'investissement public, en particulier dans les économies en développement comme la République démocratique du Congo (RDC).

En RDC, les investissements publics ont connu des fluctuations importantes au cours des dernières décennies, sous l'effet des crises politiques, des conflits armés et d'une gestion inefficace des ressources. Entre 1985 et 2022, la RDC a connu une période de récession économique caractérisée par des taux de croissance négatifs, une hyperinflation dépassant 2 000 % et une gestion inefficace des ressources. Après la fin des conflits et la mise en œuvre de réformes économiques en 2002, une reprise modérée a conduit à une croissance du PIB de 6,74 % en 2004, même si cette croissance est restée fragile et fortement dépendante des industries extractives. L'investissement public a connu d'importantes fluctuations, passant de 9,2 % du PIB en 1985 à seulement 1,8 % en 2000, avant d'augmenter légèrement à 2,13 % en 2022, ce qui reste insuffisant pour combler le déficit d'infrastructures. Malgré une augmentation des dépenses d'investissement, celles-ci restent faibles par rapport aux dépenses récurrentes, limitant leur impact sur la croissance. En 2022, la croissance économique a atteint 8,9 %, tirée par le secteur extractif, mais la mauvaise gouvernance, la faible priorisation des investissements productifs et la dépendance au financement extérieur continuent d'entraver le développement durable.

Ces observations soulèvent des questions importantes : les investissements publics en RDC contribuent-ils efficacement à la croissance économique ? Pour répondre à cette question, nous émettons l'hypothèse que l'investissement public a un effet positif et significatif sur la croissance économique, à court et à long terme.

L'approche méthodologique de cette étude débute par une revue de la littérature existante sur le sujet, en identifiant les différentes théories et les résultats empiriques établis. L'analyse s'appuie sur la théorie de la croissance endogène, enrichie par l'intégration de variables de contrôle telles que l'ouverture commerciale, le niveau d'éducation et l'inflation. Sur le plan empirique, la méthode Auto-Regressive Distributed Lag (ARDL), développée par Pesaran et Shin (1999), est utilisée pour explorer les relations dynamiques entre l'investissement public et la croissance économique. Ce modèle permet d'évaluer simultanément les effets à court et à long terme tout en tenant compte des spécificités structurelles de l'économie congolaise.

I. INVESTISSEMENT PUBLIC ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LA LITTERATURE EMPIRIQUE

Les recherches empiriques sur l'investissement public et la croissance économique s'intéressent à deux questions principales : d'une part, l'impact de l'augmentation du capital public sur la croissance économique et, d'autre part, la mesure dans laquelle ce capital est utilisé de manière optimale. Certaines études, comme celles d'Aschauer (1989) et de Munnell (1990), démontrent que les investissements publics, notamment dans les infrastructures, stimulent la productivité et encouragent l'investissement privé, contribuant ainsi à la croissance économique. Cependant, des analyses comme celles de Sanchez-Robles (1998) et de Ford et Poret (1991) présentent des résultats mitigés, indiquant que l'effet des infrastructures sur la croissance dépend des contextes spécifiques et du type de capital public.

Dans les pays en développement, les résultats restent contrastés. Devarajan, Swaroop et Zou (1996) ont constaté qu'un investissement public excessif peut être contreproductif, évinçant l'investissement privé et freinant la croissance. Des études spécifiques à chaque pays, telles que celles d'Uddin et Aziz (2014) pour le Bangladesh et de Nurudeen et Usman (2010) pour le Nigéria, soulignent que les investissements publics peuvent avoir des effets positifs, mais seulement dans des contextes où la gestion des ressources est efficace. En outre, les recherches d'Estache et Garsous (2012) en Afrique subsaharienne soulignent que l'impact des investissements publics est souvent limité par des problèmes de gouvernance et des inefficacités institutionnelles.

La mauvaise gestion des investissements publics est un problème récurrent. Flyvbjerg et al. (2002) ont constaté que les dépassements de coûts et la mauvaise gestion des projets sont fréquents, en particulier dans les pays en développement. De plus, Tanzi et Davoodi (1997) soulignent le rôle crucial de la qualité des institutions dans la détermination de l'efficacité des investissements publics, la mauvaise gouvernance réduisant leur impact positif sur la croissance. Ces conclusions sont corroborées par des études telles que celles de Ndulu et O'Connell (1999) en Afrique, où les projets d'infrastructures sont souvent mal planifiés et mal exécutés, ce qui limite leur contribution à la croissance économique.

Enfin, le financement des investissements publics par l'endettement pose des défis supplémentaires. Reinhart et Rogoff (2010) ont observé que des niveaux élevés d'endettement public (au-delà de 90 % du PIB) diminuent l'impact des investissements sur la croissance en raison des charges d'intérêts et de l'instabilité macroéconomique. Afonso et Jalles (2013) confirment que des dépenses publiques excessives, financées par l'endettement, compromettent la croissance économique à moyen et long terme. Ces résultats soulignent la nécessité d'une allocation optimale et d'une gestion rigoureuse des investissements publics pour maximiser leur impact sur la croissance.

II. ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE INVESTISSEMENT PUBLIC ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN RDC

L'investissement public joue un rôle capital dans la stimulation de la croissance économique, en particulier dans les économies en développement. Il influence directement la productivité à travers le développement des infrastructures, l'amélioration des services publics, et le soutien à l'innovation. Cette partie se propose d'explorer la relation entre l'investissement public et la croissance économique en RDC. Nous examinons successivement le modèle théorique, les variables, la méthode économétrique, enfin les principaux résultats.

2.1. Spécification économétrique

Le modèle théorique s'appuie sur la théorie de la croissance endogène développée par Barro (2001) et Solow (1956), qui met en avant les effets positifs des investissements publics sur la croissance économique et le développement. Il intègre des variables de contrôle telles que l'ouverture commerciale, les niveaux d'éducation et l'inflation, en s'appuyant sur des études telles que Barro (1995, 2001) et Yanikkaya (2003). Le modèle part de l'hypothèse que les infrastructures de transport jouent un rôle central dans la croissance économique, à la fois par la dynamique de la demande – où les dépenses d'infrastructure constituent une composante de l'investissement – et par la dynamique de l'offre, qui améliore l'efficacité économique (Véganzonès-Varoudakis, 2001). En améliorant l'accessibilité aux marchés, ces infrastructures favorisent les gains commerciaux, renforcent l'intégration interrégionale et optimisent les marchés de facteurs, contribuant ainsi directement à la croissance économique.

Ainsi, le modèle économétrique à estimer se présente de la manière suivante :

$$LnPIB = \alpha_0 + \alpha_1 \ln FBCF_t + \alpha_2\, lnINVESPUB_t + \alpha_3 lnImport_t + \alpha_4 \ln M2_t + \alpha_5 \ln Caphumain_t + \alpha_6\, LnPopact_t + u_t$$

2.2. Test de stationnarité des variables

Afin d'étudier la stationnarité entre les variables, la littérature propose plusieurs tests de racine unitaire. Deux tests de racine unitaire sont usuellement utilisés, à savoir le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et celui de Phillips-Perron (PP). Dans le cadre de ce travail, nous avons recouru au test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) afin de tester la stationnarité entre les variables.

Tableau 1. Résultats de tests de la stationnarité des séries

Variables	En niveau			En différence			Modèle	Ordre d'intégration
	ADF	VCM (5%)	Décision	ADF	VCM (5%)	**Décision**		
LPIBR	1.209	-1,95	Ns du type DS	-4.23	-1,948	S	1	I(1)
LFBCF	1.209	-1,95	Ns du type DS	-4.23	-1,948	S	1	I(1)
LINVESPUB	1.209	-1,95	Ns du type DS	-4.23	-1,948	S	1	I(1)
LIMPORT	-3.670	-1,948	S				1	I (0)
LCAPHUMAIN	1.209	-1,95	Ns du type DS	-4.23	-1,948	S	1	I(1)
LM2	-3.455	-2,928	S				2	I (0)
LPOPACT	-1.449	-1,948	Ns du type DS	-6.458	-1,948	S	1	I(1)

Source : L'Auteur à partir des résultats d'Eviews10

N.B. : S= Stationnaire, NS= Non stationnaire

De la lecture de ce tableau, nous constatons que les variables du modèle sont intégrées d'ordre différent. Les variables LPIBR, LFBCF, LINVESPUB et LCaphumain sont intégrées d'ordre 1 (stationnaires après la première différence) et le reste des variables sont intégrées d'ordre 0 (stationnaire à niveau). Compte tenu du fait que les séries sont intégrées à des ordres différents, le test de cointégration de Engle et Granger (cas bivarié) et celui de Johansen (cas multivarié) sont inefficaces, et rendent opportun le test de cointégration aux bornes (Pesaran et al., 2001).

III. RESULTAT DES ESTIMATIONS

Avant d'estimer les relations à long et à court terme, des contrôles de robustesse ont été effectués, notamment des tests de normalité, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des erreurs. Les résultats de ces tests confirment que les résidus présentent toutes les propriétés souhaitées. Le test de normalité indique que les résidus suivent une distribution normale. De plus, les résultats des tests d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation montrent que les hypothèses nulles d'absence d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation sont toutes deux acceptées.

3.1. Résultats d'estimation de la relation de long terme

Tableau II. Relation de long terme

	Régression
LFBCF	0.2098 [1.931]**
LINVESPUB	0.184 [2.192]***
LIMPORT	-0.204 [-1.405]
LM2	-0.034 [-0.234]
LCAPHUM	0.583 [6.676]
LPOPACT	1.224 [2.833]**
Constante	-1.443 [-0.265]

Source : Auteur

- La variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant.
- Les termes entre crochets correspondent à t-statistic.
- ***, **, * utilisés pour désigner les Tests significatifs respectivement au seuil de 1%, 5% et 10%.

D'après la régression de long terme, les variables PIB (LPIB), Formation brute de capital fixe (LFBCF), Investissement public (LInvespub), éducation (LTBSS) et population active (LPopact) sont statistiquement significatives. Par contre, l'importation (LImport) et la masse monétaire (LM2) sont non significatives au seuil de 5%.

Selon cette équation, une augmentation d'un pourcent d'investissement public, de la formation brute de capital fixe, de capital humain et de la population active engendrerait respectivement une hausse de la croissance de 0.21, 0.18, 0.58 et 1.22 pourcent. En d'autres termes, l'investissement public aurait un effet positif et significatif sur la croissance économique en RDC, mais son impact demeure très faible.

3.2. Résultats d'estimation de court terme

Tableau II. Relation de court terme

Variables	Coefficients &T-Student
D(LFBCF)	0.033 (3.298)**
D(LINVESPUB)	**0.014** **(3.952)*** **
D(LINVESPUB(-1))	-0.08 (-10.08)***
D(LINVESPUB(-2))	-0.06 (-8.68)***
D(LINVESPUB(-3))	-0.03 (-5.45)***
D(LIMPORT)	-0.06 (-5.41)***
D(LM2)	-0.08 (-6.91)***
D(LCAPHUM)	0.06 (4.95)***
D(LPOPACT)	2.60 (12.99)
CointEq(-1)*	**-0.602**

	(-11.93)* **
R-squared	
	0.991
Adjusted R-squared	**0.978**
F-statistic	**8.205**

Source : Auteur

- La variable dépendante est le PIB réel par habitant en logarithme.
- ***, **, * utilisés pour désigner les Tests significatifs respectivement au seuil de 1%, 5% et 10%.

A travers les résultats du tableau 7, il apparaît qu'à court terme, l'investissement public est positivement corrélé avec la croissance. Par contre, ses décalages sont négativement corrélés avec la croissance.

Ces résultats corroborent les conclusions d'études classiques sur les effets des investissements publics sur la croissance économique. Barro (1990) a démontré l'importance des infrastructures publiques pour la croissance à long terme, tandis que l'impact immédiat des investissements publics est souvent plus complexe en raison de l'ampleur des projets et des délais d'exécution. Dans le même d'ordre d'idée, Aschauer (1989) a montré que les investissements publics, notamment dans les infrastructures, ont un effet stimulant sur la croissance à long terme, ce qui est soutenu par les résultats positifs de l'investissement public à long terme.

CONCLUSION

Cet article analyse la relation entre l'investissement public et la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC). L'objectif principal était d'évaluer l'impact des investissements publics sur la croissance économique du pays en examinant les relations à long terme et à court terme entre ces deux variables. L'étude a également proposé des orientations stratégiques pour optimiser l'efficacité des politiques publiques liées à l'investissement public.

Pour atteindre les objectifs et tester les hypothèses, les modèles développés par Aschauer (1989), Barro (1995, 2001) et Yanikkaya (2003) ont été adaptés au contexte de la RDC. Une approche économétrique utilisant le modèle ARDL a été utilisée pour analyser les effets à long terme et à court terme de l'investissement public sur la croissance économique.

D'un point de vue descriptif, l'analyse de l'économie congolaise a révélé un effort d'investissement soutenu au cours des deux dernières décennies. Une forte corrélation a été observée entre la stabilité économique et les niveaux d'investissement public. Par exemple, l'augmentation des investissements publics, en particulier dans la période post-conflit, a contribué à une reprise économique notable, tandis que la réduction des investissements, souvent associée à des crises politiques ou économiques, a ralenti la croissance. Entre 1985 et 1999, la faiblesse des investissements publics a coïncidé avec une stagnation ou une récession économique, tandis que des périodes d'investissement soutenues, comme celles de 2003 à 2014, ont favorisé une croissance durable entre 2000 et 2022.

Sur le plan empirique, l'analyse des relations à long terme a indiqué que la formation brute de capital fixe, l'investissement public, l'éducation et la population active ont eu un impact significatif sur la croissance économique en RDC. Une augmentation de 1 % de ces variables entraînerait une croissance économique de 0,21 %, 0,18 %, 0,58 % et 1,22 %, respectivement. A l'inverse, les importations et la masse monétaire n'étaient pas significatives au seuil de 5 %. À court terme, les résultats ont également montré une corrélation positive entre investissement public et croissance économique.

Ces résultats mettent en évidence le rôle essentiel de l'investissement public dans le développement économique de la RDC tout en démontrant sa dépendance à divers facteurs macroéconomiques et institutionnels. Ils soulignent l'importance d'une allocation stratégique et efficace des ressources publiques, conformément aux conclusions de Barro (1991). Une mauvaise gestion des investissements peut réduire leurs rendements, voire entraîner des effets négatifs. Enfin, l'étude recommande de renforcer le cadre institutionnel pour optimiser l'efficacité des investissements publics et soutenir une croissance économique durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Abubakar, A., & Bala, K. (2016). « The Effects of Government Expenditure on Economic Growth in Nigeria ». *Journal of Economics and Sustainable Development*, Volume 20, N°7, pp. 222-231.
- African Development Bank (AfDB) (2021). *African Economic Outlook 2021*. Côte d'Ivoire : AfDB.
- Aschauer, D. A. (1989). « Is Public Expenditure Productive? » *Journal of Monetary Economics*, Volume 23, N°2, pp. 177–200.
- Banque Centrale du Congo (2022). *Rapport Annuel*. Kinshasa : BCC.
- Banque Mondiale (2022). *World Development Indicators*. Washington, DC : Banque Mondiale.
- Barro, R. J. (1990). « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth ». *Journal of Political Economy*, Volume 98, N°5, pp. 103–125.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic Growth*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Bom, P. R. D., & Ligthart, J. E. (2014). « What Have We Learned From Three Decades of Research on the Productivity of Public Capital? » *Journal of Economic Surveys*, Volume 28, N°5, pp. 889–916.
- Calderón, C., & Servén, L. (2010). « Infrastructure and Economic Development in Sub-Saharan Africa ». *Journal of African Economies*, Volume 19, N°1, pp. 13–87.
- Canning, D. (1998). « A Database of World Infrastructure Stocks, 1950–1995 ». *The World Bank Economic Review*, Volume 12, N°3, pp. 529–547.
- Canning, D., & Pedroni, P. (1999). « Infrastructure and Long-Run Economic Growth ». *Center for Analytical Economics Working Paper*, N°99-09, Cornell University.
- Devarajan, S., Swaroop, V., & Zou, H. (1996). « The Composition of Public Expenditure and Economic Growth ». *Journal of Monetary Economics*, Volume 37, N°2, pp. 313-344.
- Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). « Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing ». *Econometrica*, Volume 55, N°2, pp. 251-276.
- Ghani, E., & Din, M. (2006). « Public Investment and Economic Growth: A Case Study of Pakistan ». *The Pakistan Development Review*, Volume 45, N°4, pp. 859-879.
- Gramlich, E. M. (1994). « Infrastructure Investment: A Review Essay ». *Journal of Economic Literature*, Volume 32, N°3, pp. 1176–1196.
- IMF (2021). *Public Investment for the Recovery*. Washington, DC : International Monetary Fund.
- Mittnik, S., & Neumann, T. (2001). « The Role of Public Investment in Economic Growth: Evidence from a Dynamic Panel ». *Journal of Macroeconomics*, Volume 23, N°1, pp. 65–78.
- Munnell, A. H. (1990). « How Does Public Infrastructure Affect Regional Economic Performance? » *New England Economic Review*, Septembre/Octobre, pp. 11–32.
- Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1999). « An Autoregressive Distributed Lag Modelling Approach to Cointegration Analysis ». In S. Strom (Ed.), *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century: The Ragnar Frisch Centennial Symposium* (pp. 371–413). Cambridge : Cambridge University Press.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). « Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships ». *Journal of Applied Econometrics*, Volume 16, N°3, pp. 289–326.
- Pritchett, L. (2000). « The Impact of Public Investment on Economic Growth ». *World Bank Economic Review*, Volume 14, N°3, pp. 367–391.
- Rebelo, S. (1991). « Long-Run Policy Analysis and Long-Run Growth ». *Journal of Political Economy*, Volume 99, N°3, pp. 500–521.
- Romer, P. M. (1986). « Increasing Returns and Long-Run Growth ». *Journal of Political Economy*, Volume 94, N°5, pp. 1002–1037.
- Rostow, W. W. (1960). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge : Cambridge University Press.